

LEGATION OF SWITZERLAND
WASHINGTON, D. C.

Le 18 septembre 1934.

Please refer to file

No.

Rapport politique N° 9.

Exécution
12.10.34

Quinté au
16.X

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Jusqu'à une récente époque, les adversaires politiques du Gouvernement américain actuel s'étaient bornés, dans la plupart des cas, à attaquer l'un ou l'autre des collaborateurs du Président Roosevelt, comme les membres du "Trust des cerveaux", et leurs idées, projets ou actes, ainsi que certains aspects de la nouvelle législation. Du côté hostile au cours que prennent les choses aux Etats-Unis, on se met à viser plus haut. Le mécontentement créé dans divers milieux industriels par certains caractères du NIRA et son application par le Général Johnson, accompagné de l'agitation croissante du monde ouvrier et le déclenchement de grèves étendues dans diverses parties du pays entraînant des actes de violence, puis les effets qui commencent à se déployer de divers actes législatifs ou, au contraire, l'absence de résultats annoncés, l'idée enfin que, dans certains milieux gouvernementaux, on cherche à entraîner le pays vers une complète régimentation peu conforme au caractère traditionnel de la Constitution américaine, toutes ces manifestations, peut-on dire, ont amené les critiques à diriger leurs flèches contre le Président lui-même et sa politique. D'aucuns vont jusqu'à poser la question de savoir si le "New Deal", cet édifice nouveau hâtivement et audacieusement érigé par Mr Roosevelt, n'est pas en train de

Au
Département Politique Fédéral,

B e r n e .

BAr

67

Dodis



craquer sous de formidables pressions. Evidemment, les gens qui pensent ainsi se trouvent probablement principalement parmi les éléments plus conservateurs de la finance, de l'industrie et du commerce, dans la partie Est du pays, c'est à dire du côté de l'Atlantique. D'autre part, cependant, à l'extrême gauche aussi, on trouve des adversaires du régime actuel, qui trouvent qu'il ne va pas assez loin et cherchent à l'entraîner du côté opposé. Les Etats-Unis ont aussi leurs intellectuels et semi-intellectuels bolchévisants qui seraient prêts à lancer le pays dans toutes les aventures. Certains aspects des dernières grèves, puis la nomination d'Upton Sinclair, l'écrivain ex-socialiste, comme candidat démocrate au poste de Gouverneur de la Californie, démontrent que ces éléments avancés gagnent du terrain.

Numériquement, ces adversaires réunis ne se chiffraient probablement pas par un nombre très considérable, bien qu'ils comprennent des personnes en vue dans différentes branches. En effet, ce qui précède ne signifie pas que les grandes masses se soient déjà désaffectionnées ou détachées du Président de leur choix, comme les toutes récentes élections de l'Etat de Maine le démontrent. Malgré la terrible sécheresse de cet été et les souffrances inouïes éprouvées dans les grandes régions agricoles du "Middle West" et de l'Ouest, ces masses font encore confiance, dans leur majorité, au Président et à son programme de réformes, d'assistance, de contrôle. M. Roosevelt conserve un énorme prestige auprès des classes populaires en général, auxquelles il donne l'impression de travailler pour leur cause et leur bien-être. Mais, on doit constater que, tandis que jusqu'à il y a peu de temps, personne n'osait ouvertement prendre position contre Mr Roosevelt et sa politique

générale, maintenant, tel n'est plus le cas. Ainsi s'est fondée récemment à Washington l'"American Liberty League", à laquelle ont adhéré des personnes aussi connues qu'Al Smith, John W. Davis, Jouett Shouse et d'autres, en vue de protéger les droits constitutionnels de liberté et de propriété du peuple américain contre la régimentation et l'étatisation. Sans être directement anti-présidentielle, cette organisation a une pointe dirigée contre certaines tendances du régime actuel et Mr Roosevelt a eu quelques commentaires aimablement ironiques à son égard. L'ex-président Hoover, qui s'était tenu coi jusqu'à maintenant, vient d'envoyer deux articles au "Saturday Evening Post" réaffirmant les vieux principes républicains de liberté et d'initiative personnelles et critiquant amèrement le bilan du nouveau régime. James P. Warburg, qui appartenait, au début, au cercle des conseillers intimes du Président en matière financière et qui est bien connu en Europe, a publié successivement deux livres, dénonçant la tendance à l'inflation et à la réglementation excessive par l'Etat. Dans le premier volume, il explique pourquoi il s'est séparé du Président et expose des faits intéressants en rapport avec la Conférence de Londres, l'abandon du Gold Standard, etc.. On a reproché aux autres critiques du cours actuel des choses de n'avoir pas d'autre solution à offrir aux problèmes de l'heure, argument qui ne manque pas de force, car on ne saurait gagner des adhérents en Amérique de nos jours en proposant purement et simplement un retour au vieux système d'exploitation capitaliste, de production et de spéculation désordonnées et d'absence de certaines mesures de législation sociale, considérées comme élémentaires en Europe. Cela du moins tant qu'il y aura des millions de chômeurs. Warburg lui, et c'est là son originalité, dans son

deuxième livre, tente d'offrir quelques solutions aux difficiles questions que pose l'heure présente. Mais les idées d'un banquier de Wall Street, quelque sympathique et intelligent qu'il soit, ont-elles des chances d'être écoutées actuellement ? Même dans le parti démocrate, certains éléments à tendance traditionnaliste, notamment la génération plus âgée, se demandent où ce nouveau jeu de Roosevelt va mener le pays, et, bien que nombre d'entre eux, comme les Sénateurs Glass, Byrd et Tydings, par exemple, aient refusé de participer à l'"American Liberty League", d'aucuns ont manifesté d'une manière ou d'une autre qu'ils n'approuvaient pas toutes les lois, actions et tendances de l'Administration. Hier, c'était le jour anniversaire de la Constitution américaine. Divers orateurs ont blâmé avec force la manière "élastique" dont on traitait cette arche fondamentale.

Parmi les faits significatifs de ces derniers mois, on peut mentionner la démission attendue depuis quelque temps du très actif et capable Directeur du Budget, Mr Lewis W. Douglas. On en a aussitôt conclu qu'il s'était rendu compte de ce que, malgré les assurances formelles de la campagne électorale et de son avènement, le Président n'arriverait pas à équilibrer le budget et à rétablir des finances saines d'un point de vue orthodoxe. Il faut signaler aussi les luttes intestines de la N.R.A. et toute la bataille et les rumeurs qui se font autour de sa réorganisation devenue nécessaire. La personnalité dynamique de son directeur, le Général Johnson, dont les violentes sorties ne sont point faites pour apaiser les esprits, a été pour beaucoup dans les difficultés de la N.R.A.. D'autres signes à remarquer sont les craintes suscitées par la nomination susmentionnée d'Upton Sinclair comme candidat-gouverneur en Californie. Notons aussi le fait que l'Administration perd peu à

peu l'appui de beaucoup d'hommes d'affaires, qui jusqu'à présent aimaient suffisamment certains côtés du nouveau jeu rooseveltien pour fermer les yeux sur ce qu'ils considéraient comme des défauts ou erreurs. Maintenant, ces mêmes milieux, dont la voix trouve un écho dans le grand "Journal of Commerce" de New York, par exemple, ont l'impression que, malgré certaines déclarations rassurantes de MM. Roosevelt et Morgenthau, le régime actuel tourne décidément vers la gauche sous la pression de certaines influences politiques et en vue des prochaines élections au Congrès. Dans ces conditions, ils estiment ne plus pouvoir supporter un programme qui cause du tort à beaucoup d'entre eux et sape, à leur avis, la base d'une amélioration définitive des affaires.

Un des points qui soulève le plus de controverses dans la vie pratique du pays, c'est à dire dans l'industrie et le commerce et les rapports entre patrons et ouvriers, est l'application de la fameuse Section 7 a du NIRA. Les quelques lignes de ce paragraphe légal ont eu une portée incalculable, on peut le dire, sur la structure sociale des Etats-Unis. On pourrait bien l'appeler boîte à Pandore. De violentes disputes et des grèves ont été déclanchées par la mise en vigueur de cette clause, dont le but fondamental est de donner aux employés le droit de s'organiser et de "négocier collectivement", c'est à dire de se syndiquer librement et de discuter leurs exigences à l'égard des patrons par l'intermédiaire de représentants de leur choix. Un ouvrier ne peut être contraint à s'affilier à une "company union", ou se voir interdire de joindre le syndicat qui lui convient. Mais encore faudrait-il savoir ce que signifie "s'organiser librement" et ce que veut dire "collective bargaining" (marchandage collectif). Inutile d'ajouter

que le point de vue patronal et celui des ouvriers étaient d'emblée divergents. Dans beaucoup de fabriques, il y avait des organisations de travail fermées, établies souvent avec le concours des patrons et sous leur contrôle exclusif, comprenant uniquement des membres du personnel de l'établissement même, et les industriels américains avaient naturellement intérêt à maintenir cet état de choses, ces "company unions". Maintenant, les ouvriers veulent discuter par l'intermédiaire de comités des syndicats ou des fédérations, organisées sur une base nationale dans beaucoup de cas, ce qui renforce singulièrement leur position et introduit un nouvel esprit, assez différent de celui, soit patriarcal, soit de simple exploitation capitaliste, qui régnait dans bien des fabriques américaines. Après plusieurs tentatives de l'Administration d'apaiser les grèves et autres difficultés issues des suites de l'article 7 a, on a dû faire passer par le Congrès, en juin dernier, une nouvelle loi créant le "National Labor Relations Board", dont la tâche consiste à éclaircir la signification de la Section 7 a du NIRA et à régler les différends émanant de son interprétation. Le 1^{er} septembre, dans un cas particulier, cet organisme (N.L.R.B.) a émis une décision intéressante, de nature à affecter les relations générales entre Capital et Travail. Cette décision a consisté à dire que la seule interprétation de la Section 7 a du NIRA qui pouvait rendre son but efficace était de dire que les représentants de la majorité des employés constituaient l'agence exclusive chargée de négocier collectivement avec les patrons. Cela signifie que le patron ne peut pas s'entendre avec divers petits groupes à l'intérieur de son usine, par exemple, en divisant son personnel et refusant de traiter avec les représentants dûment désignés de la majorité.

L'Association nationale des manufacturiers a immédiatement critiqué cette décision, affirmant que son résultat était que, lorsqu'une majorité d'employés avait décidé que les négociations collectives avec les patrons auraient lieu par l'intermédiaire de telle organisation, tous les autres employés étaient liés par cet acte. Autrement dit, les manufacturiers disent que cela signifie qu'un employé est privé en somme du droit personnel de "collective bargaining" octroyé à lui de par la loi, au cas où il ne choisit pas comme intermédiaire ou représentants les agents que la majorité de ses co-employés ont désignés.

Si j'ai cru devoir entrer dans autant de détails au sujet d'un paragraphe de loi, c'est qu'à mon avis, basé sur des observations, conversations et lectures, il concrétise l'entrée de l'Amérique dans une ère sociale nouvelle. La classe ouvrière américaine commence à s'organiser, à s'agiter collectivement et, malgré le bon sens inné aux Anglo-Saxons et l'éloignement pour les idéologies creuses et de froide violence, à écouter par endroits et par moments la voix d'agitateurs communistes. Ceux-ci manoeuvrent avec beaucoup de prudence et d'habileté, mais on sent leur action dans toutes les grèves. Les syndicats prennent davantage conscience d'eux-mêmes et de leur force. Bref, il s'est introduit dans le phénomène américain un élément guère nouveau en Europe, mais peu connu dans cette grande démocratie plutocratique: l'agitation ouvrière consciente, la lente organisation nationale des masses travailleuses dans la lutte pour le maintien ou la hausse des salaires, la diminution des heures de travail, la liberté syndicale. Quel rôle attribuer, dans cette transformation du phénomène Amérique, au Président Roosevelt lui-même ? Sur ses qualités de vaillance morale, son esprit d'initiative, son idéalisme, la séduction et le charme

de sa personne aimable et intelligente, tout le monde est d'accord. Mais, l'homme et l'oeuvre politique ? Selon les uns, c'est le grand Président qui sauvera les Etats-Unis et le monde, réalisateur d'un messianisme américain nouveau, défenseur des "petits" contre "les gros", le réformateur, le guide animateur, le vrai démocrate. Pour d'autres, Roosevelt, c'est le génie de l'ambigu; contradictoire, ondoyant, vacillant, opportuniste, vivant au jour le jour d'expédients coûteux, il entraînerait le pays vers l'abîme, environné de dangereux professeurs socialisants; gaspilleur des fonds publics, disent ces voix hostiles, il laisse son grand agent électoral, Jim Farley, gagner des voix à coup d'emplois et de manne, "tammanyser" le pays. Bref, l'élément "tory" voit en lui le Kerensky des Etats-Unis. Et d'autres, enfin, plus détachés, pensent qu'il y a à la Maison Blanche un sympathique Gentleman-homme d'Etat, travailleur et entreprenant, mais un peu amateur, doué d'une désinvolture et d'un flair politique peu communs, artiste de la diversion, virtuose de la manoeuvre de grand style avec, au fond, un sens élevé de justice sociale. Puis, ce don profond de comprendre les masses et les individus, de s'en faire aimer, et de les intéresser, de les mener là où il veut. Peut-être, ces trois manières de voir sont-elles aussi justifiées l'une que l'autre. L'avenir prochain dira si Mr Roosevelt pourra rester maître des hommes et du cours des choses ou si les faits et les éléments seront plus fort que lui.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral,
l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.:

Louis R. Micheli